



La Nouvelle-Aquitaine et L'Europe
agissent ensemble pour votre territoire



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE
L'ALIMENTATION

**FORMULAIRE DE DEMANDE DE SUBVENTION
POUR LE TYPE D'OPERATION
8.3.A DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014-2020
AQUITAINE
8.3.1 DU PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL 2014-2020 POITOU-
CHARENTES**

SI VOUS SOUHAITEZ D'AVANTAGE DE PRECISIONS, CONTACTEZ LA DDT DE VOTRE DEPARTEMENT

V1.0 du 12/04/2019

PDR Aquitaine

DDT24 : 05 53 45 56 00 ddt@dordogne.gouv.fr
DDTM33 : 05 56 24 83 26 ddtm@gironde.gouv.fr
DDTM40 : 05 58 51 30 08 ddtm-snf@landes.gouv.fr
DDT47 : 05 53 69 34 48 ddt@lot-et-garonne.gouv.fr
DDTM64 : 05 59 80 86 00 ddtm@pyrenees-atlantiques.gouv.fr

PDR Poitou-Charentes

DDT 16 : 05 17 17 37 37 ddt@charente.gouv.fr
DDT 17 : 05 16 49 61 00 ddt@charente-maritime.gouv.fr
DDT 79 : 05 49 06 88 88 ddt@deux-sevres.gouv.fr
DDT 86 : 05 49 03 13 00 ddt@vienne.gouv.fr

Veuillez lire attentivement la notice explicative du présent document. Toutes les informations demandées dans ce document doivent être complétées.

Transmettez l'original à la Direction Départementale des Territoires (et de la Mer) du lieu de situation de votre projet.

ATTENTION :

Toute dépense effectuée avant la date de réception de cette demande d'aide ne pourra pas être financée.
L'accusé de réception du dossier complet ne vaut pas acceptation de l'aide par l'autorité de gestion.

Cadre réservé à l'administration

Date de réception |_|_| / |_|_| / |_|_|_|_|_| n° OSIRIS :

Intitulé du projet : _____

1- IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

DENOMINATION DU DEMANDEUR (RAISON SOCIALE OU NOM PRENOM SI INDIVIDUEL) :

Représentant légal et fonction : _____

N° SIRET : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|

ADRESSE :

N° - Libellé de la voie : _____

Complément d'adresse : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Ville : _____

Code APE : |_|_|_|_|_|

Statut juridique : _____

(Propriétaire privé, groupement forestier, coopérative, ASA, ASL, collectivité, groupement de collectivités, établissement public, ONF pour les forêts domaniales, association loi 1901, autre)

☐ Demandeur public

☐ Demandeur privé

Le demandeur est propriétaire des terrains où se situe le projet : ☐ Oui ☐ Non

En cas d'indivision,

Appellation courante de l'indivision : _____ Nombre de co-indivisaires : _____

CONTACT

☐ Bénéficiaire

☐ Maître d'œuvre *(l'étude du projet, la réalisation et le suivi des travaux peuvent être confiés à un maître d'œuvre autorisé : expert forestier, gestionnaire forestier professionnel, technicien de l'ONF, ingénieur ou technicien d'une Union d'ASA)*

(Personne en charge du suivi du projet et fonction) : _____

Adresse (si elle est différente) : _____

Code postal : |_|_|_|_|_| Commune : _____

Téléphone : |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_| ; |_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|_|
Fixe Mobile

Mél : _____ @ _____ . _____

Est-ce que le projet est multipartenaires ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, indiquez les structures partenaires et leurs coordonnées (en annexe dans un tableau le cas échéant) :

Dans le cas d'un projet multi-partenarial le chef de file joindra au formulaire le mandat visé par les partenaires l'autorisant à déposer une demande de subvention en qualité de chef de file.

COORDONNEES DU COMPTE BANCAIRE SUR LEQUEL LE VERSEMENT DE L'AIDE EST DEMANDE

N° IBAN

☐ Vous avez choisi un nouveau compte bancaire : veuillez joindre obligatoirement un RIB.

Etes-vous soumis aux obligations en termes de commande publique (Ordonnance du 23 juillet 2015) ?

Le formulaire relatif à la commande publique devra être remis avec le formulaire de demande de subvention (cf. Annexe I).

2-1 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL AQUITAINE

VOTRE PROJET CONCERNE :

Localisation de l'opération ou de l'activité (dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante) :

Intitulé et présentation synthétique de l'opération, objectifs recherchés et résultats escomptés

--

Description détaillée de l'opération

Poste de dépense	Nature des opérations		Création	Amélioration
Poste 1 : Création ou mise aux normes des équipements de prévention	Chemins et pistes		_ _ _ , _ _ km	_ _ _ , _ _ km
	Fossés ou collecteurs		_ _ _ , _ _ km	_ _ _ , _ _ km
	Barrières		_ _ nb	_ _ nb
	Ouvrages de franchissement	Passage busé	_ _ nb	_ _ nb
			longueur _ _ ml	longueur _ _ ml
			diamètre _ _ cm	diamètre _ _ cm
		Pont bâti	_ _ nb	_ _ nb
	Places de retournement		_ _ m ²	_ _ m ²
	Panneaux informatifs		_ _ nb	_ _ nb
	Points d'eau <i>(autres – précisez)</i>	Citerne-Bassin	_ _ nb	_ _ nb
		Poteau-Bouche	_ _ nb	_ _ nb
Point naturel		_ _ nb	_ _ nb	
		_ _ nb	_ _ nb	
Poste 2 : Création ou amélioration des systèmes de surveillance fixe	Système de surveillance fixe	Tour de guet-Vigie	_ _ nb	_ _ nb
		Vidéosurveillance		
	Matériels de surveillance et de communication <i>(autres – précisez)</i>		_ _ nb	_ _ nb
			_ _ nb	_ _ nb
Poste 3 : Opérations visant à réduire la biomasse combustible	Coupure de combustible		_ _ _ , _ _ ha	
	Brûlage dirigé		_ _ _ , _ _ ha	
	Opérations sylvicoles	Eclaircie	_ _ _ , _ _ ha	
		Elagage	_ _ _ , _ _ ha	
	<i>(autres – précisez)</i>		_ _ _ , _ _ ha	

Description des opérations (à localiser sur un plan au 1/25 000 et plan cadastral). Il est possible d'apporter des précisions sur la nature de ces opérations le cas échéant.

Description des opérations LOCALISEES AU SIEGE DU DEMANDEUR

Poste de dépense	Nature	Objet	Lieu	Durée (jour)	Nombre de participants
Poste 5 : activités locales ou à petite échelle contre les incendies	Actions d'animation et d'information				
	Actions de formation				
	Projets de démonstration				

Poste de dépense	Quantité
Poste 4 : Opération de cartographie des zones à risques	<input type="checkbox"/>
Poste 4 bis : Base de données des équipements préventifs	<input type="checkbox"/>
Poste 6 : Formalités administratives liées à la pérennisation des pistes et des ouvrages	_ _ _ , _ _ km et _ _ nb

Les projets visant à améliorer la densité et la qualité des équipements DFCL (pistes, fossés, points d'eau, etc.) dans les zones où celles-ci sont insuffisantes, seront favorisés.

2-2 PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT RURAL POITOU-CHARENTES

2-2-1 PRESENTATION DU PROJET

Votre projet concerne :

Le maintien et/ou le renforcement de la protection des forêts contre les incendies ;

- ☐ La diminution du risque de propagation des feux de forêt ;
- ☐ La création et mise aux normes des équipements de prévention tels que routes, pistes, points d'eau, vigies et tours de guet ou de surveillance automatisée, opérations de sylviculture préventives ;
- ☐ Travaux d'insertion paysagère ;
- ☐ Établissement et l'amélioration des installations de contrôle des incendies de forêt, des parasites et des maladies et des équipements de communication : (matériel de surveillance et de communication, cartographie, SIG et constitution de bases de données descriptives et géoréférencées de prévention, le matériel mobile n'est pas éligible, sauf celui dédié à la prévention des dommages) ;
- ☐ Les études d'opportunité écologique, économique et paysagère préalable, évaluations d'incidence environnementale en site Natura 2000 ;
- ☐ La formalisation des démarches administratives destinées à assurer la pérennité juridique des équipements de prévention par l'application de dispositifs réglementaires : servitudes de passage et d'aménagement, déclaration d'utilité publique, déclaration d'intérêt général ou d'urgence.

2-2-2 DESCRIPTION DETAILLEE DE L'OPERATION

Détaillez si nécessaire :

► Localisation cadastrale des ouvrages :

Localisation de l'opération ou de l'activité (dans le cas d'un projet situé sur plusieurs communes, désignation de la commune portant la surface la plus importante) :

► Description des opérations localisées au siège du demandeur :

Nature	Détail (Quantité/Unité)
Matériel de surveillance et de communication	
Formalités administratives liées à la pérennisation des pistes et des ouvrages	
Opération de cartographie des zones à risques	
Base de données des équipements préventifs	

2-2-3 CALENDRIER PREVISIONNEL DES INVESTISSEMENTS

Date prévisionnelle de début des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Date prévisionnelle de la fin des opérations : |_|_| |_|_| |_|_|_|_|

Le bénéficiaire informera le service instructeur du début d'exécution effectif de l'opération.

Les opérations doivent impérativement débiter dans un délai de d'un an suivant la notification de la subvention. Les opérations doivent impérativement être terminées dans un délai de 4 ans à compter de la date de déclaration du début de l'opération.

2-2-4 RESPECT DES CRITERES D'ELIGIBILITE

- les massifs forestiers sont situés en Poitou-Charentes,
☐ OUI ☐ NON

- les projets sont situés dans les zones classées comme en risque moyen à élever d'incendie dans le cadre des Plans Départementaux de Protection des Forêts Contre l'Incendie (PDPFCI).
☐ OUI ☐ NON ☐ sans objet

- les projets sont conformes aux plans d'intervention des risques sanitaires (Département de la santé des forêts)
☐ OUI ☐ NON ☐ sans objet

- pour les projets se situant en zone Natura 2000, une évaluation d'incidence environnementale a été réalisée
☐ OUI ☐ NON ☐ sans objet

- la propriété forestière est dotée d'un document de gestion forestière valant garantie de gestion durable, à savoir :

- Plan Simple de Gestion : ☐ OUI ☐ NON
- Code de Bonnes Pratiques Sylvicoles : ☐ OUI ☐ NON
- Règlement Type de Gestion : ☐ OUI ☐ NON

- les dépenses éligibles pour ce projet sont égales ou supérieures à 5 000 HT
☐ OUI ☐ NON

2-2-5 RESPECT DES CRITERES DE SELECTION

Un appel à projet est organisé par l'autorité de gestion.

Critères	Observations	Justificatifs
Massifs à vocation d'accueil du public	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Massifs forestiers inclus dans un zonage à vocation environnementale	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Massifs forestiers de résineux	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	
Equipements de massif forestier en accès carrossable	<input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	

3- PREVISION DE LA DEPENSE

a. **Dépenses relatives aux travaux et investissements matériels**

Reprendre les libellés des opérations, le numéro de poste et les unités figurant dans la rubrique « description de l'opération » (exemple ligne grisée)

Financement prévisionnel

Financement du projet	Montant en €
Financeurs publics	
Etat	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Région	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Département	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement du maître d'ouvrage public appelant du FEADER	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autre (précisez)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
UE - FEADER	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Montant total de l'aide publique sollicitée	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Autofinancement public (n'appelant pas de FEADER) précisez	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Montant de l'auto – financement (financements privés)	_ _ _ _ _ _ _ , _ _
Montant prévisionnel total de l'investissement	_ _ _ _ _ _ _ , _ _

PDR AQUITAINE

Pour les propriétaires privés et leurs groupements, le taux d'aide publique est de 50 %.

Pour les autres bénéficiaires, le taux d'aide publique de base est fixé à 80 %, sauf cas de catastrophe naturelle où le taux peut être modulé de + 20 %.

PDR POITOU-CHARENTES

Le taux d'aide publique est de 80%.

Attention : Les dépenses déclarées dans le cadre de la présente demande de subvention ne peuvent être présentées au titre d'un autre fonds ou programme européen, ou auprès d'un autre cofinancier national.

4- OBLIGATIONS GENERALES – ENGAGEMENTS DU DEMANDEUR

☐ **Je demande** à bénéficier des aides en matière de *prévention des dommages causés par les incendies au titre du dispositif 8.3.A / 8.3.1 du Programme de Développement Rural 2014-2020 Aquitain et de Poitou-Charentes.*

☐ **J'atteste sur l'honneur :**

- ne pas avoir sollicité d'autres cofinancements publics que ceux présentés dans le plan de financement pour cette opération,
- ne pas avoir sollicité d'autres crédits communautaires pour cette opération,
- ne pas faire l'objet d'une procédure liée à des difficultés économiques (je suis en capacité d'assumer financièrement l'auto - financement et les éventuelles avances nécessaires à la réalisation de mon projet),
- avoir pris connaissance des informations et des points de contrôle spécifiques à ce dispositif d'aide figurant dans la notice d'information annexée au présent formulaire,
- avoir pris connaissance des délais maximum de début d'exécution et de réalisation des travaux qui s'attachent à mon projet, et qui figurent dans la notice d'information,
- avoir la libre disposition des terrains sur lesquels les travaux sont projetés,
- être à jour de mes cotisations fiscales et sociales,
- l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces-jointes
- que l'opération/l'activité n'a pas débuté avant le dépôt du présent formulaire de demande de subvention auprès du Guichet Unique Service Instructeur.
- à fournir toute pièce complémentaire utile pour instruire la demande et suivre la réalisation de l'opération

L'inexactitude de ces déclarations est susceptible de générer un reversement partiel ou total de l'aide.

☐ **Je m'engage**, sous réserve de l'attribution de l'aide à :

- informer le service instructeur du début d'exécution effectif de l'opération,
- informer le service instructeur de toute modification de ma situation, de la raison sociale de ma structure, des engagements ou du projet,
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet »,
- laisser affectés à la production et à la vocation forestière les terrains sur lesquels ont été effectués les travaux ayant justifié l'octroi de l'aide pendant 5 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies par les textes, notamment l'arrêté régional en vigueur et la décision attributive d'aide,
- ce que l'équipement dont l'acquisition est prévue dans le cadre du projet respecte les normes en vigueur,
- faire appel le cas échéant au maître d'œuvre mentionné dans le présent formulaire pour la réalisation de mon projet,
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage identique les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de 5 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- rester propriétaire de l'investissement dans les 5 années à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- respecter les obligations en matière de publicité telles que décrites dans la notice de ce formulaire,
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif demandé par l'autorité compétente, pendant une période de 10 ans à compter de la date à laquelle intervient le paiement du solde de la subvention,
- conserver pendant une période de 10 ans tout document permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération : factures et relevés de compte bancaire pour des dépenses matérielles, et tableau de suivi du temps de travail pour les dépenses immatérielles, comptabilité...,
- permettre / faciliter l'accès à ma structure aux autorités compétentes chargées des contrôles pour l'ensemble des paiements que je sollicite pendant 10 ans,
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme, en particulier en ce qui concerne la réalisation des objectifs et des priorités spécifiés.

Je suis informé(e) qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.

Je suis informé(e) que, conformément au règlement communautaire n°1306/2013 du 17 décembre 2013 et aux textes pris en son application, l'Etat est susceptible de publier une fois par an, sous forme électronique, la liste des bénéficiaires recevant une aide FEADER ou FEAGA. Dans ce cas, mon nom (ou ma raison sociale), ma commune et les montants d'aides perçus par mesure resteraient en ligne sur le site internet du Ministère en charge de l'agriculture pendant 2 ans. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'État compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, je bénéficie d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel me concernant.

ENGAGEMENTS SUPPLEMENTAIRES SI LE DEMANDEUR INTERVIENT AU TITRE DE L'INTERET GENERAL :


☐ **J'atteste sur l'honneur :**

- avoir obtenu de la part du/des propriétaire(s) concernés l'autorisation de réaliser ces travaux sur leurs terrains,
- avoir reçu des propriétaires des terrains sur lesquels les travaux sont projetés, l'engagement écrit :
 - que les terrains seront affectés à la production forestière et conserveront leur vocation forestière pendant cinq ans à compter de la date à laquelle intervient le règlement du solde de la subvention,
 - de garantir le libre accès à la propriété aux autorités compétentes chargées des contrôles, pour l'ensemble des paiements sollicités, pendant une période de 10 ans,
 - de faire respecter les obligations en matière de publicité telles que décrites dans la notice de ce formulaire,

- qu'ils n'ont pas sollicité et ne solliciteront pas à l'avenir, pour le projet réalisé sur leur terrain, d'aide publique.

5- LISTE DES PIÈCES A JOINDRE AU DOSSIER

Pièces	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie à la DDT(M)	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété et signé par le porteur du projet	Tout demandeur			
Formulaire relatif à la commande publique (<i>cf. annexe 1</i>)	Si concerné			
Preuve d'identité				
N° SIRET et copie d'une pièce d'identité	Tout demandeur			
Acte constitutif: copie de la publication au JO ou récépissé de déclaration en préfecture ⁽¹⁾	Associations loi 1901, AFF, ASA, ASL, Fondations			
statuts approuvés ou déposés	Associations, s'il s'agit d'une première demande de subvention auprès ou lorsqu'ils ont été modifiés depuis			
Extrait k bis ⁽¹⁾	Toutes formes sociétaires			
Preuve de propriété				
Extrait de matrice cadastrale le plus récent disponible ou attestation notariée	Tout demandeur			
Preuve de représentation légale ou de pouvoir				
Délégation de signature si nécessaire	Le cas échéant			
Pouvoir de tutelle ou curatelle	Tuteur légal ou curateur			
Accord sous seing privé	Usufruitier ou nu-propriétaire (<i>selon la qualité du demandeur</i>)			
Mandat des co-indivisaires, ou des co-propriétaires ou de l'époux demandeur mais non propriétaire ou de toutes personnes se partageant le droit de propriété, accompagné des pièces d'identité de tous les signataires	Mandataire			
Mandat des propriétaires (<i>selon modèle annexé</i>) accompagné des pièces d'identité de tous les signataires	Coopérative (OGEC)			
Décision du Président ou CR d'Assemblée générale	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations			
Décision du gérant ou CR d'Assemblée générale et pouvoir du co-gérant en cas de co-gérance	Toutes formes sociétaires			
Attestation de libre disposition des terrains sauf pour les travaux de mises aux normes réalisée par les ASA DE DFCI (arrêté Ministériel du 13 décembre 2016)	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP			
Délibération de l'organe compétent approuvant le projet et le plan de financement	Toutes personnes publiques : collectivités territoriales et leurs groupements, ASA, SDIS, GIP			
Mandat des partenaires	Projets multipartenariaux			
Convention entre les partenaires	Projets multipartenariaux (pourra être fournie après le dépôt de la demande de subvention)			
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire avec IBAN ⁽¹⁾	Le cas échéant			
Formulaire de confirmation du respect des règles de la commande publique	Collectivités et organismes reconnus de droit public			
Attestations de régularité fiscale et sociale	Pièces demandées lors de la visite sur place de la demande de paiement.			
Liste nominative récapitulative des propriétaires dont les projets sont regroupés	Coopérative (OGEC)			
Si la subvention est supérieure à 23 000 €, extrait des statuts et derniers bilan et compte de résultat approuvés par l'assemblée et le rapport du commissaire aux comptes s'il y en a un	ASA, ASL, Associations loi 1901, Fondations, Sociétés civiles dont groupements (SCI, GF, GFR)			
Pièces techniques				
Plan de situation au 1/25 000 daté signé	Tout demandeur			
Plan de masse cadastrale daté signé avec indication du Nord et échelle de type graphique, à une échelle permettant de présenter toutes les indications sur le projet, la desserte, ainsi que les références cadastrales des parcelles concernées	Tout demandeur			
Devis descriptifs et estimatifs prévisionnels détaillés du coût des travaux par nature de dépense (voir notice)	Tout demandeur (hors commande publique)			
Délibération du CA de l'ASA de DFCI du territoire concerné par ce projet	Tous les projets réalisés sur le territoire d'une ASA de DFCI			

 **Des documents complémentaires peuvent être demandés après remise de votre dossier au Service Instructeur, nécessaires à l'étude du dossier dans ses différents éléments : administratifs, financiers, techniques...**

Fait à _____ le _____

Signature(s) du demandeur :
(du gérant en cas de formes sociétaires, du mandataire en cas d'indivision)

Fait à _____ le _____

Nom, Prénom, Visa du maître d'œuvre

Annexe 1 - Etes-vous soumis aux règles de la commande publique ?

Annexe 2 - Formulaire du respect de la commande publique